



L'Alternative Rouge et Verte

Bulletin de Ensemble ! Bourgogne-Franche-Comté

n°102 juillet à octobre 2025 - 3,00 €

Ensemble!
mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

ÉDITORIAL

Au pays d'Ubu-roi !

« Ce que pense le peuple, on s'en fout ». S'il ne l'a pas formulé ainsi, ses actes permettent de s'interroger sur la perception de la réalité de notre Président... voire sur son profil caractériel ou psychologique.

Après avoir imposé une loi de recul de l'âge de la retraite sans aucun débat, alors que 80 % des Français n'en voulaient pas, Macron va encore plus loin.

Il dissout l'Assemblée Nationale qui ne lui convenait pas. Les résultats du nouveau scrutin ne lui sont pas favorables ? La gauche arrive en tête ? Il nomme un Premier Ministre de son camp. Ça ne marche pas ? Il récidive. Ça ne marche toujours pas ? Il récidive ! Et refuse de quitter le pouvoir. Il ne s'explique même plus, faisant dire à son

x^{ième} Premier Ministre qu'il continuera à régner (« quoiqu'il en coûte » ?).

Ce faisant, ce Président-là est passé à la vitesse supérieure d'une mise à l'écart du peuple, en ce qui concerne les affaires du pays. Au fil des années, nous avons constaté cette tentative d'arrêter l'Histoire d'une émancipation citoyenne. Le refus populaire du référendum de 2005 fut un point particulièrement fort dans ce sens. Deux ans plus tard, Sarkozy imposait la constitution rejetée.

Qui sait ce que Macron fera demain ? Jusqu'où est-il prêt à aller ? De nouveau sa minorité au pouvoir ? Pire : la mise en place d'un gouvernement LR-RN ?

Que faire ?

- Telle qu'elle est constituée aujourd'hui, la gauche des partis n'est pas en mesure, seule, d'arrêter le massacre.
- Les collectifs citoyens adhérents au Nouveau Front Populaire ont peine à se faire entendre.
- La transformation des colères exprimées le 10 et le 18 septembre en force d'action politique se fait attendre.

Pas d'exclusive. Ces trois canaux doivent se rejoindre.

La Rédaction

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 31 octobre 2025

Date limite de distribution
6 novembre 2025

Les Alternatifs de FC
6 chemin d'Avanne à Velotte
25000 Besançon

SOMMAIRE

GAUCHE : A gauche toute !

Recomposition de Ensemble ! avec L'APRÈS en page 2

Réseau coopératif issu aussi d'Ensemble ! page 3

Université des Mouvements sociaux, de super journées ! page 3

Que fait votre élu en page 4

Macron pense à quoi ? page 5

Karst et rivières, quelle fragilité en pages 6 et 7.

Opinions en Israël pages 8-9

Et encore Poutine page 9.

Alire avec Myriam : au profond de la KANAKY en page 10.

ALFRED et une revue d'histoire en page 11.

AGENDA en final.

Recomposition politique : à la croisée des chemins

Jacques Thomas

En 2013, la constitution d'ENSEMBLE ! représentait déjà une étape de la recombinaison politique. Elle réunissait en effet déjà plusieurs mouvements et courants politiques comme la FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique), les Alternatifs, mouvement autogestionnaire ou la Gauche Anticapitaliste, courant unitaire du NPA. Mais dès l'origine, ce rassemblement fut considéré non comme un aboutissement mais comme une étape vers une recombinaison politique plus large.

Dans la dernière période, l'approfondissement d'une crise aux multiples visages, à la fois géopolitique, sociale, écologique et démocratique, la montée des dangers de l'Extrême-droite ont rendu plus nécessaire que jamais le rassemblement des forces de progrès. Nous avons ainsi participé activement à la construction de l'unité des forces de gauche et écologiques, avec le Front de Gauche et la NUPES d'abord et le NFP ensuite, en essayant de ne pas se contenter d'une fragile unité d'appareils au sommet, mais en enracinant cette unité à la base dans des Collectifs locaux. Il est apparu alors que pour mener cette bataille, le rapprochement de divers courants unitaires était nécessaire. C'est ainsi que depuis plus d'un an, des contacts suivis ont été menés entre Ensemble ! et GDS (Gauche Démocrate et Socialiste) de G. Filoche, Génération.S créé par B. Hamon, Debout ! de F. Ruffin, et l'APRÈS, créé au départ par d'ex-LFI.

En début d'année, GDS a décidé de fusionner avec l'APRÈS¹. En avril, une première consultation des militant-es d'ENSEMBLE ! fut organisée pour décider de l'engagement du mouvement dans un processus de co-construction d'une organisation commune avec l'APRÈS. Ce qui fut fait avec une participation de 78 % et 81 % de réponses positives. Les discussions entre les 2 organisations ont abouti à un protocole d'accord final qui a été soumis au vote des militant-es d'ENSEMBLE ! en juillet. La participation à ce second vote a été légèrement plus faible (68 % de votants) mais compte-tenu de la période estivale, on peut estimer la mobilisation satisfaisante et la ratification du protocole a été large avec 91 % d'approbation. Les refus (9 %) ont été plus faibles qu'en avril, un certain nombre de camarades de la sensibilité opposée à l'APRÈS - critiquant notamment le poids de l'institutionnel dans ce

projet politique - ayant choisi de ne pas participer à ce scrutin. Ils proposent de leur côté la formation d'un Réseau pour une gauche alternative (cf. encadré).

Globalement, on peut dire que le 2e vote d'ENSEMBLE ! a été une confirmation du premier. Nos organisations sont à la fois dissemblables et complémentaires. Chaque composante apporte son savoir-faire particulier et sa culture. D'un côté, une plus grande expérience du champ politique, des batailles parlementaires, des médias. De l'autre, une expérience plus longue des luttes de terrain, du temps long de la démocratie collective.

Nous sommes donc maintenant dans une phase transitoire de la construction de la nouvelle organisation. Celle-ci a été officialisée par une conférence de presse commune au local d'ENSEMBLE ! à Bagnolet le 5 septembre dernier (voir photo ci-contre).

Des représentants d'ENSEMBLE ! ont été intégrés dans les différentes instances de l'APRÈS et nombre de camarades participent désormais aux groupes de travail, "International" et "Antiracisme" par exemple. Les structures locales des 2 mouvements sont appelées maintenant à se rencontrer et à fusionner leurs actions. C'est le cas en Côte d'Or par exemple le 15 sept. Un Collectif National d'ENSEMBLE ! réuni les 20/21 septembre a décidé la date pour une AG de dissolution du mouvement : ce sera le 15 novembre. Nous aurons aussi à nous poser collectivement la question de l'avenir de notre publication, l'AREV. Dans le même temps, les rapprochements avec DEBOUT ! et Génération.S se poursuivent. Fin août, un week-end commun de débats a été organisé à Châteaudun. Beau succès politique. Les débats ont continué aussi à la Fête de l'Huma, avec un stand commun.

Ainsi s'ouvre une nouvelle page de notre histoire militante. À nous d'en faire ce que nous en voulons, en construisant une dynamique pour donner plus d'efficacité à notre action. ■

1. L'APRÈS : L'Alliance Pour une République Écologique et Sociale.

à Gauche !



Conférence de presse commune le 5 septembre dernier

avec des députés de l'APRÈS
(Cl. Autain, D. Simonnet, H. Davi)
et les ex-porte-parole d'ENSEMBLE !
(L. Boffet, J.-F. Pélissier)

au local d'ENSEMBLE ! à Bagnolet 93.

Réseau coopératif de gauche alternative...

... quezaco ?

Une minorité de militant-es d'ENSEMBLE ! a refusé le rapprochement avec l'APRÈS (cf. article). Ils et elles veulent faire émerger avec d'autres un mouvement politique de gauche alternative, anti-capitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et alter-mondialiste. « Nous considérons qu'il faut d'urgence inventer de nouvelles pratiques politiques et non construire un nouveau petit parti classique, tel l'APRÈS conçu surtout pour les échéances électorales et institutionnelles ». À cette fin, ils et elles sont engagés dans la création d'un réseau coopératif de gauche alternative pour ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler et agir autrement.

Ce réseau est ouvert à tous/tes sans exclusive. Chacun y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas. En Bourgogne-Franche-Comté, certain-es d'entre nous, même en rejoignant l'APRÈS, ont décidé de garder des liens avec nos camarades du Réseau, avec lesquels nous continuons de partager bon nombre d'analyses.
J.T.

L'Université d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités/UEMSS du 23 au 26 août à Bordeaux :

UN EXCELLENT CRU !

Pierre Abécassis

En 2016, Attac et le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) ont décidé de fusionner leurs universités d'été et d'organiser ensemble l'UEMSS tous les deux ans.

Cette année, 2000 personnes sont venues de toute la France et d'autres pays pour participer et partager leurs expériences : Palestine, Kanaky, Ukraine, Cameroun, Argentine, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, Burkina-Faso, Gabon, Mali, Brésil, Belgique, Bénin, Colombie, Liban, République démocratique du Congo,...

La bonne surprise est venue du public ! Intergénérationnel avec plein de de jeunes, sous le beau temps et dans le cadre agréable du campus de Bordeaux-Talence.

Plus de 140 ateliers et plénières se sont tenus pendant ces 4 jours, avec des spectacles en soirée (concerts, théâtre, cinéma, conférences gesticulées, etc.). Une organisation classique bien huilée avec des interventions suivies de débats animés par un nombre significatif de jeunes femmes. Comme attendu, la Palestine, l'Ukraine, la Kanaky ont été à l'honneur dans cette édition de 2025, et longuement ovationnées.

Plus de 50 associations et syndicats dont Attac, France Palestine, l'UJFP (juives et juifs antisionistes), le RESU (Ukraine), le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste), CADTM¹ (pour l'abolition des dettes illégitimes), La Cimade, la LDH, Survie (dénonçant la Françafrique),

Solidaires... ont participé à la préparation et/ou à l'animation d'ateliers ainsi que de leurs stands dans le grand hall de l'université où l'on débattait parfois avec passion, toujours dans le respect mutuel. Un regret : peu de participation d'organisations issues des quartiers populaires.

En ce qui concerne les thématiques de débats, une grande diversité d'ateliers et de plénières a pu être proposée : génocide à Gaza et nettoyage ethnique en Palestine, autodétermination des peuples, luttes internationales, décoloniales, antiracistes, féministes, contre l'extrême droite, écologiques ; les Services Publics, la justice économique, sociale, climatique... la dette, les migrations, le numérique et les algorithmes, l'intelligence artificielle ont aussi été abordés.

Des échanges d'expérimentations et de réflexions ont permis d'établir des liens pour la construction de collectifs de lutte et des mobilisations avec, souvent, la journée du 10 septembre en toile de fond (Mouvement "Bloquons tout" lancé sur les réseaux sociaux) ainsi que la Marche des résistances "climat, justice, libertés" du 28 septembre.

Les rendez-vous pour la suite :

• du 10 au 21 novembre 2025 à Bélem au BRÉSIL pour la COP 30/ Sommet des peuples,

• et du 4 au 8 août 2026 à Cotonou au BENIN pour le Forum Social Mondial. ■

1. Fondé en 1990 en Belgique, il s'appelait initialement Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde.

Le travail d'élu dans un conseil départemental**Georges Ubbiali**

Nombreux et nombreuses sont celles qui m'interrogent pour savoir en quoi consistent les activités liées au fait d'être élu dans un conseil départemental (CD).

Revenons déjà un peu en arrière. En effet, l'élection avec ma partenaire (c'est un binôme paritaire qui est élu), Jeanne HERNY (PCF) remonte à juin 2021. Environ un an auparavant, Ensemble ! avait invité toutes les forces de gauche (PS, PCF, LFI, EELV, GS, AGC¹, regroupement local bisontin) à se rencontrer pour envisager ces élections départementales sous l'angle de l'unité. Plusieurs réunions se sont succédées pour échanger aussi bien sur le programme que sur la répartition des candidatures, afin d'éviter la concurrence. Ces discussions n'ont pas totalement abouti, en ce sens qu'il n'a pas été possible d'aboutir à un programme finalisé. Seuls quelques grands principes ont été définis, dessinant un axe de rassemblement à gauche face à la majorité sortante de droite. Cela s'est manifesté par une répartition des cantons entre les différentes forces de gauche, sous un sigle commun : le Doubs, Social, Écologique et Solidaire (DSES). Cela a permis que la gauche ne présente qu'un seul binôme dans chaque canton. Grâce à cette alliance, le DSES a gagné un canton (Besançon 4, celui où nous étions candidats, Jeanne et moi). Depuis cette date, les élu.es d'opposition – LR conserve la majorité des cantons et donc préside le département – préparent ensemble les sessions du conseil départemental, sans tiraillement majeur jusqu'ici.

Alors, venons-en plus précisément au rôle d'un conseiller départemental (d'opposition, minoritaire). Tout d'abord, chaque conseiller siège dans une des quatre commissions qui structurent le CD. Chacune de ces commissions prépare les décisions et organise les politiques publiques, qui sont ensuite adoptées en réunion plénière du CD. Personnellement, je siège dans la deuxième commission, qui traite des questions relatives aux collèges, à la culture et au sport, ainsi que quelques points annexes (les archives départementales par exemple).

Chaque commission siège 6 fois par an. Les dossiers relatifs à ma commission sont examinés avec les élu.es du DSES qui siègent avec moi. C'est un travail long et parfois assez technique, qui demande d'être attentif. Ce travail se prolonge avant chaque Assemblée Départementale, où la totalité des dossiers des quatre commissions est examinée en commun. Ce travail préalable nous permet ensuite d'intervenir en commission, poser des questions, demander des compléments, émettre des critiques. Ces commissions ne sont pas publiques et réunissent des personnels du service du département, les élu.es de la majorité, parfois un expert sur tel ou tel domaine (ex. : si l'on traite de la question du chauffage dans les collèges,



l'administratif en charge de ce dossier siège lors de la commission). Puis chacun de ces dossiers est transmis en Assemblée Départementale (AD) (séances publiques) ou en Commission Permanente (CP) (séances non publiques), pour être débattu et voté. En pratique, seules les AD donnent lieu à des débats contradictoires. Les CP sont un lieu d'adoption de résolutions sans quasiment de débats. Si bien qu'en CP, il arrive que soient adoptés 50 dossiers en moins d'une heure.

À ces responsabilités s'ajoutent les délégations départementales dans toutes les structures dans lesquelles le département intervient et/ou finance. Ainsi, pour ce qui me concerne, je siège dans le Conseil d'Administration du seul collège du canton (Collège Clairs-Soleils à Besançon), à l'ADIL² (logement), au CDEN³ et au CAEN³ (comités consultatifs de l'Éducation Nationale). Je suis également suppléant dans plusieurs autres structures.

Mais le travail ne s'arrête pas là. Dans la mesure de mes disponibilités, j'essaie d'entretenir des relations les plus suivies possibles avec les associations du canton, les maires, les organisations syndicales, les citoyen.nes qui me sollicitent parfois.

Une dernière chose : et l'argent dans tout ça ?

Nous sommes défrayés pour notre rôle d'élu. Personnellement, je touche 1 414 € net par mois (soumis à l'impôt). Les pratiques dans l'usage de cette somme varient très fortement d'un binôme à l'autre. En ce qui me concerne, la TOTALITÉ du montant mensuel est destinée au financement d'Ensemble ! et au service du mouvement social. En dehors du règlement des frais générés par mes activités, je ne perçois pas un centime pour moi-même. Bien entendu, l'usage de cet argent fait l'objet d'un contrôle de la part de mon parti. Être élu, c'est demeurer un militant politique, avec un investissement spécifique par rapport à d'autres sphères (le syndicalisme ou l'associatif par exemple). ■

1. AGC : A Gauche Citoyens ! formation bisontine issue du PCF.
2. ADIL : Association départementale d'information sur le logement.
3. CDEN et CAEN : Comité Départemental / Académique de l'Éducation Nationale.

Palestine

Le vrai-faux État de Macron

Pierre Abécassis

Fidèle au « en même temps » et au Ministère de la parole verbale, Macron, suivi par un certain nombre de pays occidentaux, a servi au monde la reconnaissance d'un État de Palestine virtuel, dénué de toute implication concrète immédiate mais, cependant, pas vraiment négative : comment expliquer autrement la fureur et la rage dans lesquelles cette reconnaissance a plongé Nétanyahou et sa clique de suprématistes juifs ?

C'est que, au-delà du formalisme, il ne leur a pas échappé que cette reconnaissance contrecarre leur volonté d'effacement de tout un peuple et de toute son histoire. Diplomatiquement, juridiquement, la Palestine existe, inscrite désormais dans le marbre...

Les conditions de la Convention de Montevideo¹ définissant un État, ne sont pourtant pas réunies : si une population existe, son territoire n'est pas déterminé, son gouvernement n'exerce pas une autorité réelle et effective, et sa capacité d'entrer en relations avec les autres États est très limitée.

Car en fait Macron se fiche de l'autodétermination du peuple palestinien. Il lui propose un État croupion « au côté d'Israël », démilitarisé, « mité » de colonies, dépourvu de continuité territoriale, excluant par avance les forces politiques, évidemment « terroristes », qui disconviennent à l'Occident. Cette reconnaissance ne contribuera à

changer la vie des Palestiniens que si elle marque le début et non la fin d'un processus. Les recommandations onusiennes du 18 septembre 2024 doivent être respectées :

- l'application des précédentes résolutions de l'ONU, à commencer par la résolution 242 de novembre 1967,
- la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid,
- le droit au retour des réfugiés
- des sanctions contre Israël, enfin, pour lui imposer le droit international.

Dans ses grandes envolées à coups de « le temps est venu », de toutes ces conditions Macron n'a nullement parlé : que se passerait-il si Israël ne les appliquait pas, comme il le fait depuis toujours ?

Dans l'immédiat, après le cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt (provisoire ?) de ce génocide insupportable, l'urgence est dans l'entrée massive de l'aide humanitaire, l'évacuation sanitaire des blessés graves et des personnes en urgence vitale et dans le retrait du territoire par l'armée israélienne. ■

1. La Convention de Montevideo date de 1933. Elle définit un Etat souverain selon 4 critères : une population permanente, un territoire défini, une autorité qui gouverne et des relations avec d'autres États. (source Wikipedia)



**Le
territoire
de la
Palestine
depuis
1946**

Se reporter aussi à l'AREV n° 95 pages 2 et 3.

Disponible sur notre blog

<https://ensemblefranchecomte.home.blog/category/arev/>

La protection des rivières comtoises :

Gérard Mamet

Sur France-Inter, en avril 2025, un écologue, Pierre Rigaux, parle de l'impact environnemental de la production du comté sur l'état des rivières de Franche-Comté. Il suggère même d'arrêter d'en manger pour protéger nos cours d'eau. L'émission passe pratiquement inaperçue. Un dizaine de jours plus tard, un journaliste reprend l'information dans le Figaro mais cette fois-ci en accusant tous les écologistes de vouloir boycotter le comté. Une polémique est lancée à partir d'un mensonge...

Qu'en est-il vraiment ?

Autrement dit, l'agriculture franc-comtoise est-elle l'unique responsable de la dégradation des rivières de Franche-Comté, comme la Loue, le Dessoubre ou le Doubs franco-suisse ?

...Attention de ne pas tomber dans la simplification...

Les rivières comtoises ne sont pas en bon état

Malheureusement il faut bien reconnaître que l'état de nos rivières est très dégradé. C'est au cours de l'hiver 2009-2010 que les premières mortalités assez massives de poissons ont été observées dans la Loue par les pêcheurs et les associations de protection de l'environnement.

D'autres épisodes de mortalités se sont produits depuis quinze ans sur la Loue, mais aussi sur les autres rivières de la région. Et l'hiver 2024-2025 a été de nouveau catastrophique avec des hécatombes de truites et d'ombres retrouvés le ventre en l'air au fil de l'eau.

Il faut préciser que les rivières karstiques (voir schéma sur le karst) sont des milieux particulièrement fragiles. Les eaux de pluie tombent sur des sols peu profonds, ayant une capacité de rétention réduite et elles circulent ensuite rapidement dans un réseau de fissures et de galeries souterraines qui n'ont aucune capacité de filtration.

Dès octobre 2012, les Assises de la Loue, organisées à Ornans, avaient conclu que les causes des problèmes rencontrés dans les rivières de notre région avaient une origine multifactorielle : excès d'effluents d'élevage et défauts de l'assainissement auxquels s'ajoutent les pollutions diverses, le réchauffement climatique et l'artificialisation des rivières.

Des causes agricoles incontestables

Ce n'est pas le comté en soi qui est en cause, mais l'intensification de l'élevage. En 40 ans, la production de comté est passée de 30 000 tonnes par an à 70 000 tonnes. Certes, cette augmentation est due en partie à l'extension des surfaces de production du comté, aux dépens de l'emmental mais pas uniquement. Par exemple, la production annuelle de lait par vache s'est aussi accrue. 850 litres de plus en seulement 10 ans, comme s'en sont vantés les syndicats d'éleveurs.

Les statistiques montrent aussi que la proportion de fermes classées « intensives » a augmenté dans la zone à comté. Cela se traduit par une plus grande quantité d'effluents d'élevage répandue sur les prairies : fumier ou lisier. Et plus d'effluents c'est plus de nitrates et de phosphates qui sont lessivés par les fortes pluies en direction des eaux

souterraines et des rivières. Ces excès provoquent une prolifération des algues, appelée eutrophisation, qui a tendance à étouffer toutes les autres formes de vie, notamment les insectes qui servent de nourriture aux poissons.

Depuis une vingtaine d'années, la pratique du lisier s'est développée dans les fermes, principalement pour deux raisons : le manque de paille lié à l'abandon de la culture de céréales et une réduction du temps passé à la gestion des déjections des vaches. Le problème, c'est que le lisier contient de l'azote sous une forme beaucoup plus lessivable que le fumier, donc moins bien retenue par le sol. D'où les conséquences pour les rivières.

A cette pollution directe et diffuse par l'agriculture se sont ajoutés les déficiences de l'assainissement de certaines fromageries, à Chantrans et à Cléron par exemple. Les mises en demeure de la préfecture pour que leurs stations d'épuration soient mises aux normes sont restées lettre morte pendant plusieurs années. Ce sont les lourdes condamnations, respectivement 70 000 € et 30 000 € d'amendes, décidées par le tribunal de Besançon, puis le Plan « fromageries » de la Préfecture, qui ont obligé les industriels laitiers à entreprendre les travaux nécessaires ou à prendre davantage de précautions.

L'assainissement domestique concerné aussi

On sait depuis le début du vingtième siècle que la Loue est une résurgence du Doubs. Une partie des eaux qui alimentent la source de la Loue provient du Doubs en aval de Pontarlier et la qualité de cette eau subit les effets néfastes de l'augmentation de la population et du développement des activités économiques de l'agglomération pontissalienne. Par exemple, les analyses de l'Agence de l'Eau détectent, à la source, des centaines de micro-polluants. Certes, chaque micro-polluant est présent à une concentration inférieure aux normes de potabilité, mais les effets combinés de ces substances, dits "effets cocktail", sont problématiques même à faible dose pour la faune aquatique.

En plus, un récent rapport du Coderst¹ nous apprend que la Station d'épuration de Pontarlier doit traiter les eaux usées de près de 80 000

une priorité de la transition écologique régionale

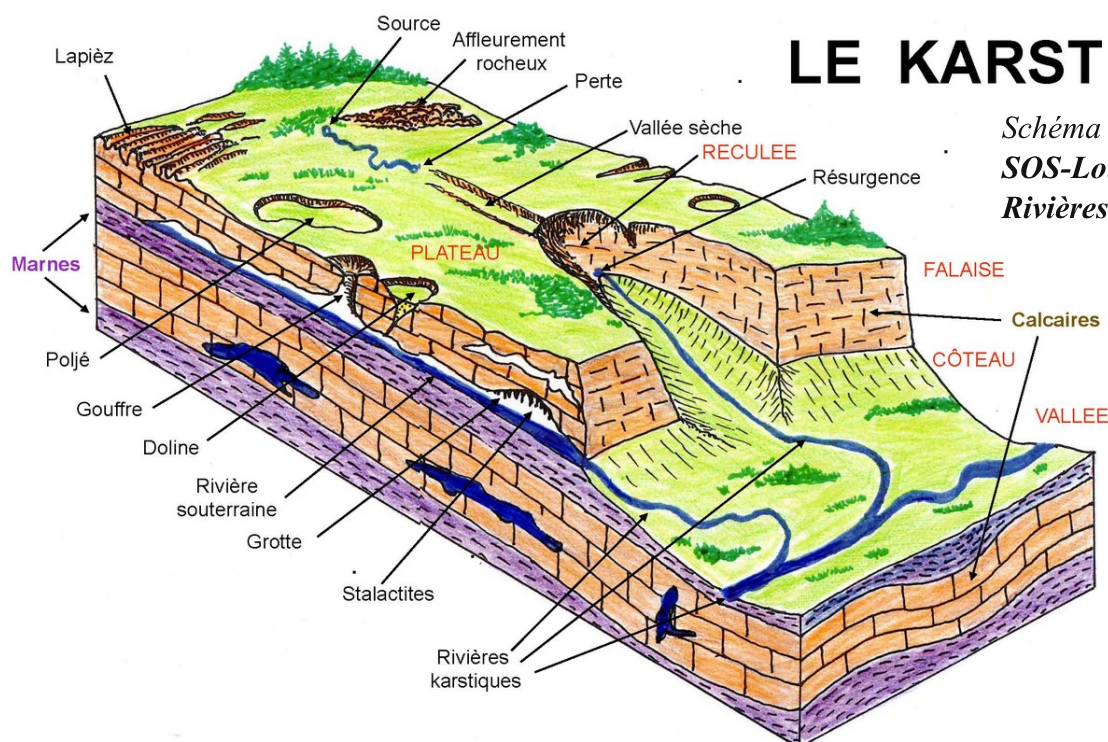


Schéma réalisé par
SOS-Loue et
Rivières comtoises

Equivalent Habitant (EH), alors que sa capacité n'est que de 53 000 EH. Les conséquences sont évidentes sur la qualité de l'eau issue du bassin versant de Pontarlier qui jaillit à la source de la Loue. Mais un peu partout le long de la Loue, le système d'assainissement, qu'il soit individuel ou collectif, est défaillant ou insuffisamment performant.

Réchauffement climatique et artificialisation : d'autres causes encore !

Le dérèglement climatique est un facteur aggravant : le développement des algues, par exemple, est amplifié par l'augmentation de la température de l'eau. Or si l'augmentation moyenne de la température est de l'ordre de 2°C, elle atteint 6°C pour le mois le plus chaud. A cette température, l'eau contient beaucoup moins d'oxygène et n'est plus favorable à la vie des salmonidés, les poissons emblématiques des pêcheurs à la mouche.

L'augmentation de température de l'eau est favorisée aussi par les travaux d'artificialisation entrepris depuis plusieurs siècles sur les rivières : barrages, seuils, chenalisation... Avec le réchauffement climatique, on dépasse les limites d'habitabilité des truites et des ombres qui disparaissent progressivement de nos cours d'eau.

Plus généralement, il faudrait réduire toutes les causes d'agression de nos rivières, y compris les pollutions diffuses : fuites d'hydrocarbures, pollutions industrielles et artisanales, résidus de médicaments, utilisation de pesticides dans les champs ou dans les forêts, utilisation d'additifs toxiques dans l'alimentation etc.

On l'aura compris : la situation des rivières comtoises ne pourra s'améliorer que si des mesures drastiques sont enfin prises sur l'ensemble des bassins versants. Au niveau agricole, pour réduire les quantités d'azote et de phosphates, il faut désintensifier et donc produire moins de lait. Les études disent qu'on va avoir d'ici 2050, de 15 à 25 % de fourrages en moins à cause du dérèglement climatique. Il faudra bien s'adapter et on peut maintenir un modèle économique rémunérateur en développant le bio et en diminuant les dépenses d'intrants. De même, les effluents doivent être gérés avec une grande rigueur et la pratique du lisier progressivement abandonnée. C'est aussi dans l'intérêt des agriculteurs que les éléments minéraux fertilisent leurs champs et non les rivières.

Le deuxième levier d'amélioration concerne les toxiques présents dans les sols et dans l'eau : il faut à la fois réduire leur utilisation et ajouter au traitement actuel des eaux usées l'élimination des micropolluants. Enfin, on doit poursuivre les travaux déjà entrepris, comme le reméandrement du Dugeon et la renaturation des rivières, qui facilitent l'autoépuration des eaux. La réhabilitation des zones humides et des tourbières permet, quant à elle, le soutien des débits à l'étiage. ■

Gérard Mamet est membre du Collectif SOS-Loue et Rivières Comtoises.

1. Coderst : conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ; c'est l'une des « commissions administratives à caractère consultatif » qui est prévue par le Code de la santé publique. Depuis le 1er juillet 2006, il remplace le Conseil départemental d'hygiène. (source wikipedia)

Jean-Paul Bruckert

Il n'y a pas d'innocents à Gaza ?

Un sondage conduit par deux chercheurs israéliens, et réalisé par l'institut israélien *Geocartography Knowledge*, a été publié par *Haaretz* en mai 2025. Portant sur un échantillon de 1 005 Juifs israéliens, répartis selon quatre affiliations religieuses : laïcs, traditionnels (qui se situent entre la laïcité et la religion, attachés à une tradition familiale devenue aussi un marqueur d'identité nationale), les religieux, les ultra-orthodoxes¹.

Les résultats en étaient effrayants. Les premières questions du sondage portent sur ce que pensent les Juifs israéliens de l'avenir des Palestiniens de Gaza et confirment ce que révélaient déjà des enquêtes précédentes : **82 %** (70 % chez les laïcs et 97 % chez les ultra-orthodoxes estiment que les Palestiniens **doivent être expulsés de la bande de Gaza** (45 % en 2003). Dans le détail, 70 % des laïcs, 91 % des traditionnels, 90 % des religieux, 97 % des ultra-orthodoxes partagent cette opinion. 56 % seraient même favorables à l'expulsion des citoyens palestiniens d'Israël (31 % en 2003). Mais l'horreur ne s'arrête pas là puisque près de la moitié des sondés (31 % chez les laïcs) déclarent **que tous les résidents d'une ville conquise devraient, comme l'aurait fait Josué, être tués !**

Ces résultats effrayants ont cependant été partiellement remis en cause par trois enseignants de l'université de Tel Aviv, toujours dans le média *Haaretz*. À la question de savoir s'ils étaient favorables à « une solution pour Gaza incluant le transfert de sa population vers un ou plusieurs autres pays », les participants juifs y étaient favorables à 53 %, un chiffre qui chute à 45 % sur l'ensemble de la population israélienne (y compris les citoyens arabes). Soit une différence de près de 30 % entre les deux sondages qui s'expliqueraient d'abord par l'échantillon choisi par les auteurs du premier sondage qui leur ont, selon eux, fourni toutes leurs données en toute transparence. Selon eux, il existerait une surreprésentation de certains groupes démographiques de droite dans le premier sondage (surtout des jeunes et des électeurs du **Likoud**). Par ailleurs, les questions posées par le sondage ne proposaient pas de réponse « je ne sais pas » ou « je ne suis pas sûr ».

Il reste que si ces sondages et d'autres aussi **donnent une idée du ressentiment, voire de la haine à l'égard des Palestiniens**, ils montrent par ailleurs que 52 % (mais 29 % chez les laïcs) des personnes interrogées se disent favorables à une réimplantation à Gaza et que si 48 % sont d'avis de persévérer dans les opérations militaires, **45 % prônent un règlement diplomatique.**

Cependant, les germes d'une opposition à la continuation de la guerre ?

Cette opposition est très minoritaire mais elle existe comme le montre une lecture suivie de *Haaretz* et s'appuyant sur ces 45 % prônant un règlement diplomatique, il est à espérer qu'elle prospère comme les « graines du figuier sauvage »².

Le « Forum des otages et des familles disparues » a exigé que « le gouvernement israélien accepte l'accord actuellement sur la table – auquel le Hamas a déjà répondu positivement – et entame immédiatement des négociations pour un accord global afin de ramener tout le monde, jusqu'au dernier otage. (7.09)

« Sous la direction de ce gouvernement, plus d'Israéliens ont été tués que sous n'importe quel gouvernement israélien précédent depuis les années 1970, lorsque Golda Meir dirigeait le pays pendant la guerre du Kippour. [...] Au cours du mandat du gouvernement actuel, en poste depuis moins de trois ans, le nombre de morts comparables est supérieur à 2 000. » (Amir Tibon, 9.09).

« Il faut mettre fin à cette guerre et sauver les otages grâce à un accord, à un retrait de Gaza et à l'aide de la communauté internationale et des États arabes pour faire face au « jour d'après » dans la bande de Gaza. [...] Pendant ce temps, les morts continuent de s'accumuler dans la ville de Gaza. Alors que le monde suit la famine de masse, la principale cause de mort reste les frappes aériennes d'Israël. Rien qu'en août, plus de 70 personnes par jour ont été tuées par des tirs de Tsahal, un tiers d'entre elles à proximité de centres de distribution de nourriture ou de convois d'aide. La plupart d'entre eux sont morts lorsque leurs tentes, leurs maisons ou leurs rues ont été bombardées. L'armée n'est pas en mesure d'expliquer adéquatement les circonstances de leur mort, comme l'ont rapporté Nir Hasson et Rawan Suleiman. » (édition hébraïque de *Haaretz*, 5 septembre). (Éditorial 7.09)

Manifestations de l'organisation « Frères et sœurs d'armes » : **« Ne laissez pas Netanyahu vous entraîner à prolonger la guerre et à tuer les otages ! »**, peut-on lire dans une déclaration d'accompagnement adressée à Trump. **Des dizaines de personnes ont participé à des manifestations anti-guerre** près des bases aériennes israéliennes de Ramat David et de Tel Nof. Les organisateurs de la manifestation ont déclaré que les manifestants comprenaient des pilotes de chasse à la retraite. **Plus significatif encore, « quatre manifestants, dont le chef d'orchestre israélien Ilan Volkov, ont été arrêtés**

et opinion israélienne

lors d'une manifestation contre la guerre à la frontière de Gaza, près de Reim. Les organisateurs de la manifestation ont déclaré que la manifestation faisait partie d'un effort conjoint avec la flottille Soumoud, qui est actuellement en route vers Gaza, dans le but de briser le siège par mer et par terre ». (19.09)

Ces Israéliens sont certes très minoritaires à se soucier du sort des Palestiniens, en dehors de l'association palestinienne « Standing together » ainsi qu'un groupe dé-colonial et les motivations sont essentiellement israélo-israéliennes, centrées sur le meilleur moyen de libérer les otages. Mais, on l'a vu, pas seulement. Au-delà d'une **matrice commune à tous les courants du sionisme actuel** : État juif car État d'une nation juive, dimension religieuse (ou culturelle), dimension coloniale, conception de la démocratie comme utile pour un groupe ethnique particulier, idée d'être une avant-garde de l'Occident, n'y aurait-il donc nul espace pour une contestation de ce gouvernement comportant d'authentiques fascistes ? Au-delà de cette matrice largement partagée **n'y aurait-il aucune inflexion possible qui ferait cesser cette abomination** ? L'urgence est là qui demanderait de faire tomber ce pouvoir génocidaire et verrait un autre gouvernement mettre fin à ce cauchemar. Les mèches d'une opposition décisive sont présentes : libération des otages et négociations mais aussi et surtout crise

institutionnelle portant sur la question de la remise en cause des prérogatives de la Cour suprême (limogeage de la conseillère juridique du gouvernement, révocation du chef du Shin Bet). Le Président honoraire de la Cour suprême n'a-t-il pas averti que le pays était « très proche d'une guerre civile » ? La matrice sioniste constitue certes un handicap majeur, mais ce serait la considérer comme étant un totalitarisme sans faiblesses que de penser cet obstacle comme un verrou. **Ce déni de réalité pourra-t-il résister encore longtemps à la crise intérieure au régime, à la crise morale enfantée par une guerre qui broie tout un peuple et fragilise les exécutants et à un isolement croissant sur le plan international**, à l'exception des États-Unis et de « l'idiot utile » de Netanyahu qu'est, au moins en partie, Trump ? Des motivations seulement israélo-israéliennes ? Certes pour l'essentiel ! Mais que penser de ces Israéliens descendus en voiture dans la plaine du Jourdain pour prêter main-forte à des villageois palestiniens en butte aux exactions d'infâmes colons ? **Ne sont-ce pas là justement des « graines de figuier sauvage » ? ■**

1. En général, en Israël, plus on est religieux plus on a tendance à voter à droite.

2. Titre d'un film de Mahammad Rasoulouf (2024). Ce sont les germes de la résistance à l'oppression.

Et l'UKRAINE ?

Mais qu'y a-t-il dans la tête de Poutine ?

Jean-Paul Bruckert

Non content d'avoir envahi l'Ukraine et, après avoir échoué à renverser le régime par une guerre éclair qui s'est fracassée contre la résistance de tout un peuple luttant pour son indépendance, d'y mener une guerre de destruction massive lourde de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'actes génocidaires, le « tsar » du Kremlin multiplie les actes de provocation.

Drones violant les frontières de la Pologne, Mig 31 entrant dans

l'espace aérien estonien et très vraisemblablement drones au-dessus des aéroports danois et norvégiens (lancés depuis un navire fantôme)... Tests des réactions des Européens ? Tests des systèmes de défense de ces derniers ? Mais dans quels buts ? Force est de constater que les réactions du Kremlin se bornent à dénoncer des accusations sans fondements, sans jamais énoncer de manière positive un respect des règles internationales, qui serait la ligne de conduite de la Russie... Et pour cause !

On ne peut donc pas s'interdire de référer ces actions à la « guerre hybride » que conduit Poutine : assassinats d'opposants ou même d'industriels européens, sabotages suspects (usine de munitions en Tchèque), diverses attaques cyber, tentatives de biaiser les élections (Roumanie, Moldavie), actions de déstabilisation (France :

étoiles juives, cercueils, tête de cochon). Une « guerre hybride » qui considère l'Europe, l'Union européenne en particulier, et au-delà l'Occident, comme une ennemie dans ce qui semble constituer un objectif majeur, la reconstitution de l'Empire et la domination de ses marges.

Avec, du fait des initiatives susdites et de la guerre d'agression en Ukraine, comme premier résultat, d'avoir accru l'aire géographique de l'OTAN (Suède et Finlande) et de susciter de plus, non seulement un regain de tension mais surtout, dans la crainte d'une agression sur le flanc Est de l'Union européenne, un réarmement généralisé en Europe.

Mais, au vrai, y a-t-il une autre guerre dans la tête de Poutine ? ■

Lu avec intérêt
par Myriam Bothuyne

Edité en août 2024, le roman d'Alice Zeniter « Frapper l'épopée » joue le rôle d'une fenêtre ouverte sur la dure empreinte coloniale française en Kanaky.

A travers une fiction inscrite dans l'histoire depuis l'arrivée des premiers accapareurs de territoires, la narratrice mène un regard documenté sur l'île en résistance. Et son écriture ne manque pas d'humour, lorsque, par exemple, "Un Ruisseau", trentenaire kanak, engagé dans l'*Empathie violente* (voir ci-dessous), répond à la question "*Que faire lorsque les Blancs disent qu'il est temps d'arrêter de parler de la colonisation ?*"

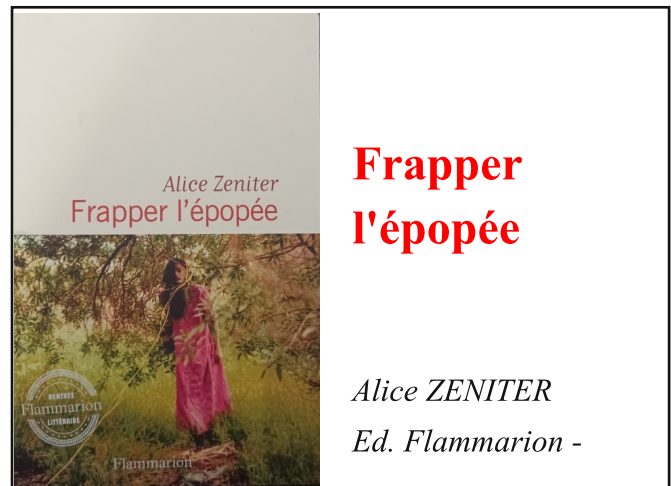
Mais, de quoi ça cause ?

Ça parle de la dépossession et de la réappropriation par un autre, ça parle d'empathie violente et de disparition des espèces, ça parle aussi de vagues de populations arrivées en Calédonie.

En 1863, forçats et condamnées de métropole arrivent sur l'archipel, encadrés par une administration française qui vient de créer une colonie pénitentiaire de remplacement – car, en Guyane, de nombreux bagnards meurent et ça fait tâche. Des colons s'installent.

Charles Guillain, gouverneur de la Nouvelle Calédonie, est un saint-simonien qui a pour devise : *Civiliser, Produire, Réhabiliter*. Il se réfère à l'ouvrage de Guyot *La France en Afrique*. Si la propriété privée n'existe pas sur le Caillou, il faut la créer. "*Et c'est d'ailleurs ce qu'on lui répète depuis le ministère des Colonies : Tes Kanaks, fais-en des propriétaires. C'est par là qu'on les aura, qu'on les élèvera au rang d'humains – et qu'on les écrasera au rang de pauvres, par ailleurs, puisqu'on pourra alors les déposséder légalement.*" Mais Guillain ne veut pas de la propriété individuelle pour les Mélanésien, il crée des réserves territoriales

dirigées par un chef unique. Les Kanaks y perdent. Ils seront repoussés vers les zones stériles qu'ils ont évitées depuis trois mille ans. A la violence de Guillain répond la violence des Kanaks rebelles, qui subissent alors une autre répression : *détruire, affamer, repousser*.



Puis au XXème siècle accostent des Vietnamien.es, des Indonésien.nes, "*engagé.es sous contrat, ce qui ne voulait rien dire*", des Japonais.es, des Kabyles, et enfin des bandes de pieds-noirs, des métropolitain.es- les Zoreilles, pendant le boom du nickel. Car "*depuis les premiers pas des Blancs ou presque, il y eut des mines et leurs disciples, les découvertes et les épuisements de filons ... de cobalt, de chrome, de manganèse, et bien sûr de nickel.*"

« Et nous, baba, demandait Tass, et nous ? De quelle vague on est sortis ? »

- Laisse-moi te répondre par une autre question, mon cœur. Comment tu t'appelles ? »

Tass s'appelle Tassadit Arezki, elle nous fait voyager dans l'espace et dans le temps, jusqu'à sa chute dans un trou d'eau où des fantômes lui apparaissent – ses morts à elle ainsi que les acteurs du passé colonial. Trois jeunes Kanaks les distinguent, eux aussi. Ils ont inventé l'*Empathie violente* et vont initier Tass à leur forme de résistance non-violente.

Mine de rien, je trouve que le récit est percutant et mérite bien son titre. ■

Myriam

L'Alternative Rouge et Verte
Journal de Ensemble !

2 rue du Porteau - 25000 Besançon
Directeur de publication : Pierre Abécassis

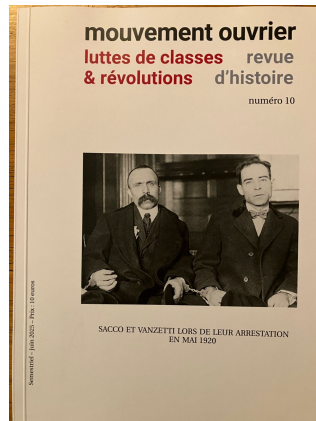
Atelier de l'imprimeur 25000 Besançon
tiré à 250 exemplaires
n° de CPPAP : 1027 P 11163

Ont contribué à la rédaction de ce numéro :
Pierre Abécassis, ALFRED, Isabelle Barnier,
Myriam Bothuyne, Jean-Paul Bruckert, Gérard Mamet,
André Pacco, Jacques Thomas, Georges Ubbiali.

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Bulletin réalisé avec Scribus, logiciel libre

Revue d'histoire



Mouvement ouvrier, Luttons de classes et Révolutions (MOLCER)

Chronique par Georges Ubbiali

Au moment où paraît le numéro dix de cette revue d'histoire, au titre sans ambiguïté quant à son contenu, il est temps de s'arrêter un instant sur cette publication. Dirigée par l'historien J.-Numa Ducange, spécialiste de l'histoire du socialisme français (voir son récent *Jean Jaurès*, Perrin éd., 2024), cette revue offre la lecture de nombreux textes sur l'histoire du mouvement ouvrier international. Si cet ultime numéro titre sur Sacco et Vanzetti, célèbres anarchistes italiens, exécutés à la fin des années 20 aux États-Unis, les numéros précédents portaient sur *Les origines du mouvement ouvrier en France* (n° 9), *Les IWW* (n° 8, *International Workers of the World*, syndicat révolutionnaire aux États-Unis avant la première guerre mondiale), ou *Le 100e anniversaire de Lénine* (n° 7). Le contenu de chaque numéro est assez éclectique, avec des rubriques similaires. Autour de plusieurs articles portant sur le thème du volume, on trouve, pour s'appuyer sur le numéro en cours, des entretiens avec des auteurs de livres récents (J. Sala, sur *Le travail forcé des républicains espagnols pendant la Seconde guerre mondiale*), Olivier Maheo sur *Une histoire des mouvements noirs aux USA* ou encore Dominique Pinsolle sur *Le sabotage dans le syndicalisme révolutionnaire*.

À chaque numéro, l'accent est mis sur un ouvrage oublié du mouvement ouvrier. Ainsi est rappelée l'importance du livre de Daniel Guérin, *Bourgeois et bras nus*, sur les sans-culottes durant la Révolution française. Des romans peu connus sont mis en avant, incitant à leur découverte et leur lecture.

Dans ce numéro, l'ouvrage de l'auteur letton, Osvalds Zebris, dont l'action se déroule au moment de la révolution russe de 1905, est ainsi analysé. Un inconnu du *Maitron* est mis en avant. Rappelons que le *Maitron*, du nom de son initiateur, est un dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français¹. Dans ce numéro, la biographie de Henri Kuntzlinger est ainsi valorisée, pour le plus grand intérêt du lecteur. Enfin, des notes de lectures très fouillées, incitent à lire les ouvrages les plus récents sur l'histoire sociale, ouvrière et révolutionnaire. Pour les curieux et intéressés, on peut en savoir plus en se rendant sur le site molcer.fr, pour compléter ces informations et lire en ligne des contributions. On l'aura compris, *Mouvement ouvrier, luttons de classes et révolutions* devrait faire partie de la culture de l'honnête militant progressiste. ■

1. Le *Maitron*, initialement publié sous format papier, a été informatisé par le CNRS. Le "Maitron patrimonial" 2006-2024 est consultable sur maitron.fr

LE BONJOUR...

Boucle

À Besançon, « Livres dans la Boucle » n'a jamais aussi bien porté son nom. Grâce à Raphaël Enthoven, parfois qualifié de polémiste. À juste titre si on se réfère à sa déclaration, tout en nuance, concernant les journalistes à Gaza. L'affaire a fait grand bruit et a tourné plusieurs jours en... boucle.

Pour Enthoven, il n'y a aucun journaliste à Gaza !

La faute à qui, Raphaël ? À Benyamin Estunvoyou, pardon, ma plume a fourché, Netanyahu, qui a interdit à la presse internationale de faire son métier à Gaza.

Les journalistes sur le terrain sont des Palestiniens (plus de 200 ont été tués). « Des tueurs avec une carte de presse », a précisé Enthoven.

C'est vrai qu'il y a beaucoup de tueurs à Gaza, car l'on compte pour l'instant au moins 66 000 morts dont 1/3 d'enfants.

Ces tueurs, si efficaces, n'ont pas une carte de presse, mais un uniforme. Celui de « l'armée la plus morale du monde », autrement dit Tsahal, la Force de défense d'Israël.

Alors, plutôt que de se renvoyer la balle, ou plutôt des balles, il vaudrait mieux que tu la boucles, Raphaël !

Mais la boucler, ce n'est pas ton genre, même si tu as reconnu, Raphaël, que tu n'aurais jamais dû écrire la phrase : « il n'y a aucun journaliste à Gaza ».

Car, en effet, il y en a, Raphaël, mais pas assez.

Parce que Gaza est bouclée !

ALFRED

Ensemble !
Mouvement pour une
alternative de gauche,
écologiste et solidaire

Pour recevoir les documents
d'adhésion à Ensemble !
ou pour des informations
régulières d'Ensemble !

NOM Prénom,

Adresse postale, Courriel
à envoyer à Ensemble ! :

2, rue du Porteau 25000 Besançon

ensemble.mage.fc@gmail.fr

en précisant dans l'objet :
inscription liste de diffusion
Franche-Comté.

Pour la Bourgogne, contact :
p.abecassis21@gmail.com

AGENDA REGIONAL

jeudi 6 novembre à 20h

BESANÇON

« Les lois Veil ont 50 ans !
Histoire et mémoire des luttes pour l'avortement ».
Conférence de Bibia PAVARD, historienne.

MSHE (Maison Sciences de l'Homme et Env.) 1 rue Charles Nodier - *Organisé avec*
Solidarité Femmes et le groupe des ancien.ne.s du MLAC bisontin

vendredi 7 novembre à

BESANÇON

conférence de Rony BRAUMAN -
salle Jean Zay- organisé par le collectif PALESTINE

lundi 10 à 19h - mardi 11 novembre à 12h

ARBOIS - MESNAY

ARBOIS PALESTINE : forum décolonial antifasciste
concerts, performances et débats, stands etc
voir site trenteneufdegres

samedi 15 novembre à PARIS

au local de BAGNOLET

AG de dissolution d'Ensemble !

jeudi 20 novembre à 20h15

AUDINCOURT

"La crise du PCF dans le Doubs 1984-1988. Comment en faire l'histoire ?"

Espace Gandhi, Audincourt. Organisé par l'Atelier.

Avec Véronique Bourquin-Valzer, Professeure d'histoire retraitée, Doctorante.

Festival Alimenterre, FESTISOL

voir site

Région entière

mardi 25 novembre

(voir ci-dessous)

France entière

GREVE FEMINISTE

samedi 29 novembre

PARIS

manif. nationale Palestine.

Busde DIJON avec collectif Paix 21

lundi 1er décembre

DIJON

Comment je suis devenu juif en l'an 2000 ?

Conférence gesticulée d'André Rosevègue

(un des porte-parole de l'UJFP - Union juive française pour la Paix)
dans le cadre du Festival des Nuits d'Orient... et d'Ailleurs.

Théâtre de la Fontaine d'Ouche, 15 rue du même nom - Dijon



25 NOVEMBRE 2025 : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION
DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES FEMMES

Contre le patriarcat : ni oubli, ni silence,
marchons contre les violences !

André Rosevègue

À l'heure des confusions volontairement entretenues entre l'identité juive et le soutien inconditionnel à l'État d'Israël, à l'heure où les plus hautes autorités de l'État continuent de considérer l'antisémitisme comme « la forme moderne de l'antisémitisme », André ROSEVEGUE déroule son parcours d'enfant

né en 1945 de parents juifs communistes venus de Pologne, jusqu'à sa décision, en l'an 2000, de ne plus se déclarer « d'origine juive », mais Juif...

Un itinéraire dévoilé avec un humour cabotin, dont on a un certain besoin en ces temps de guerre génocidaire.

